



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Requiem-pour-une-science-qui-s-effrite>

Requiem pour une science qui s'effrite

- Politique canadienne - Politique -



Date de mise en ligne : mardi 14 août 2012

Avec la Loi sur la croissance, l'emploi et la prospérité durable (C-38), le gouvernement Harper s'apprête à plonger le Canada dans l'une des pires crises environnementales de son histoire. - Photo: Lyne Morissette

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Chercheurs bâillonnés, renoncement au protocole de Kyoto, modifications de la Loi sur les pêches, coupures stratégiques au sein des ministères et fermetures de grands centres de recherche... Le Canada connaît l'une des plus grandes crises environnementales de son histoire, non pas due à une catastrophe naturelle, mais bien aux décisions politiques de son gouvernement actuel. - Article tiré du site web du journal Le Mouton Noir du 7 août.

Depuis l'élection en 2006 du Parti conservateur de Stephen Harper, la science en prend un grand coup. Cet assaut a même été dénoncé par la prestigieuse revue scientifique Nature, qui parle d'un « resserrement progressif des protocoles d'accès aux médias pour les scientifiques travaillant pour le gouvernement fédéral¹ ». Les scientifiques sont maintenant muselés dans un système qui tente de contrôler les médias plutôt que de permettre la libre circulation des connaissances scientifiques.

En décembre dernier, le gouvernement Harper renonçait au protocole de Kyoto, faisant ainsi du Canada le premier pays signataire à se retirer de cette prestigieuse entente globale pour le maintien de la biodiversité de notre planète. Les cibles étaient « stupides », selon le premier ministre. Cette décision a été déplorée par de nombreuses nations, laissant aux écologistes de ce pays, qui a longtemps été un fleuron de la recherche environnementale, un amer sentiment de honte. S'est alors initiée une série d'événements qui, tel un engrenage bien huilé, a peu à peu réduit la richesse environnementale du Canada à un énorme fiasco politico-écologique. La stupidité, elle est là en fait. Pas dans les cibles de Kyoto.

Le Canada est un pays d'océans - notre devise : A mari usque ad mare. Or, pour les océans, la catastrophe est d'autant plus inquiétante. Le gouvernement conservateur songe en effet à utiliser la loi budgétaire C-38 pour modifier la Loi sur les pêches, qui ne protégera dorénavant que les poissons d'importance commerciale, non plus leur habitat, ni même les autres espèces vivant dans les océans. Du coup, on cesse de protéger 80 % de la biodiversité marine de nos eaux. Un grand pas en arrière. En termes clairs, on donne libre accès à toute forme de développement qui pourra détruire les fonds marins, mettre en péril des espèces de poissons et de mammifères marins, voire éradiquer des populations entières d'organismes. Vous avez de l'argent, vous voulez exploiter ? C'est maintenant bar ouvert dans le Saint-Laurent comme ailleurs au pays.

Harper et l'environnement : comme l'eau et le pétrole...

Obnubilé par les promesses lucratives de l'industrie pétrolière, le gouvernement Harper s'est lancé dans une quête de l'or noir, semblant tasser au passage tout ce qui pourrait lui mettre des bâtons dans les roues. En mai 2012, nous avons ainsi assisté à une énorme vague de coupures visant les experts scientifiques du gouvernement : au ministère de l'Environnement, mais aussi à celui de Pêches et Océans. Ici, au Québec, c'est l'Institut Maurice-Lamontagne qui a été touché. Au-delà des drames humains que représentent les 11 pertes d'emploi, il en est un encore plus global. En effet, lorsqu'on s'y attarde, on réalise que c'est non seulement 11 personnes, mais aussi la totalité des équipes d'experts en écotoxicologie qui ont été mis à la porte. Des chercheurs qui travaillent, entre autres, à quantifier l'impact des polluants comme les hydrocarbures sur la santé des organismes marins et les océans où ils vivent. Coïncidence ou coupure stratégique ? Le portrait global de ce qui se passe en ce moment avec l'environnement au Canada nous permet de douter de la première option.

Le grand coup de faux de Harper a aussi mené à la fermeture du Experimental Lake Area en Ontario, l'un des fleurons de la recherche environnementale en milieu aquatique. Une décision décriée par de nombreux pays et qui ternit encore une fois la réputation internationale du Canada sur le plan de l'environnement. Autre coïncidence : le

fondateur de ce centre de recherche, David Schindler, maintenant professeur à l'Université d'Alberta, est l'un des plus grands détracteurs de l'industrie des sables bitumineux.

Ces événements, de plus en plus nombreux, nous font croire que nous nous dirigeons vers l'une des plus grandes catastrophes écologiques de l'histoire du pays et vers une voie pavée pour l'industrie pétrolière, notamment dans le golfe du Saint-Laurent.

Le 8 juin dernier, le premier ministre a confirmé les doutes et critiques à son égard en mentionnant clairement que les chercheurs qui prennent des positions contraires aux plans du gouvernement n'obtiendront plus de financement. Groupes environnementaux, chercheurs gouvernementaux, et peut-être même les autres, ne pourront plus pratiquer leur science objectivement, mais devront au contraire s'assurer de produire des résultats qui sauront « plaire » au gouvernement Harper. « On ne mord pas la main qui nous nourrit », doit-il se dire... Étrange, il aura choisi la Journée mondiale des océans pour lancer cet affront. Jour sombre pour les océans...

Lorsque des chercheurs de pointe seront au chômage, ils ne risqueront pas d'accepter un emploi à 70 % de leur salaire, situé à 100 km de chez eux (comme le prévoit aussi la loi C-38). Non seulement les modifications proposées par Harper donnent-elles carte blanche aux industries pour faire à peu près ce qu'elles veulent avec l'environnement et les travailleurs, mais en plus, elles garantissent un exode de nos experts scientifiques.

Apparemment, la science et l'environnement ne sont plus des priorités au Canada. Lorsqu'on a des députés et ministres conservateurs qui ne croient pas aux théories de Darwin et lui préfèrent plutôt la théorie du créationnisme, on voit ce que ça donne.

L'auteure est chercheuse en écologie marine et co-titulaire de la Chaire de l'UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins de l'ISMER-UQAR.

Notes

1. Dans « Frozen Out », Nature, vol. 483, no 7387, mars 2012.